



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 18 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07 novembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ETEX France Building Permormance SA**

500 rue Marcel Demonque  
zone technologique Agroparc  
84000 Avignon

Références : E25 - **3055**  
Code AIOT : 0006506576  
Hélios : 63118

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07 novembre 2025 de la carrière de gypse à ciel ouvert exploitée par la société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE sur le territoire des communes de Le Pin (77181) et de Villevaudé (77410). L'inspection a été annoncée le 04 novembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETEX France Building Permormance SA
- Lieux-dits « Poitou » et « 25 Arpents » - 77181 Le Pin
- Code AIOT : 0006506576
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE est autorisée à exploiter la carrière de gypse située sur les communes de LE PIN et de VILLEVAUDE par l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 107 du 23 avril 2008 complété et modifié par les arrêtés préfectoraux suivants :

- l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 035 du 18 décembre 2008 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2017 DRIEE UD77 29 du 17 mars 2017 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2021 DRIEAT UD77 107 du 30 juillet 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Remblayage de la carrière	Lettre du 09/01/2025	Demande d'action corrective	3 mois
4	Front d'exploitation	Lettre du 09/01/2025	Demande d'action corrective	1 jour
6	Bornage	Lettre du 09/01/2025	Demande d'action corrective	3 mois
7	Garanties financières	Lettre du 09/01/2025	Demande d'action corrective	3 mois
10	Remise en état du site	Lettre du 09/01/2025	Demande d'action corrective	8 mois
11	Intégration dans le paysage	Lettre du 09/01/2025	Demande d'action corrective	8 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Galeries souterraines	Lettre du 09/01/2025	Sans objet
2	Surveillance des secteurs souterrains	Lettre du 09/01/2025	Sans objet
5	Installations électriques	Lettre du 09/01/2025	Sans objet
8	Limitation d'accès	Lettre du 09/01/2025	Sans objet
9	Incendie et explosions	Lettre du 09/01/2025	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE devra :

- mettre en place, dans un délai de 3 mois, une procédure décrivant les étapes de remblayage de la carrière en se basant sur les recommandations formulées dans le rapport du 30 avril 2020 du géotechnicien BG relatif à la stabilité des futurs remblais ; cette procédure précisera notamment le dimensionnement des gradins des remblais (pente, hauteur des gradins, largeur des risbermes),

l'interdiction de placer des argiles vertes en pied de remblais, la méthode de compactage des remblais, le suivi des remblais lors de la phase des chantiers de remblayage et en dehors de ces périodes avec la mise en place d'un registre de suivi des visites des remblais, la fréquence de contrôle des remblais par un géotechnicien extérieur le cas échéant ; l'exploitant devra justifier s'il ne donne pas suite à certaines recommandations formulées dans le rapport du 30 avril 2020 susmentionné ;

- assurer la surveillance du talus de découverte (loupe de glissement) au sud de la carrière et mettre en place des mesures de sécurisation le cas échéant ;

- délimiter, dans un délai maximal de 3 mois, les zones non exploitables par des bornes ou repères fixes, qui devront rester visibles jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation. Les zones à délimiter correspondent notamment à celles mentionnées l'article III-18 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 017 du 23 avril 2008 :

- la bande des 15 m le long de l'axe des canalisations enterrées de transport de gaz,
- la bande des 30 m des massifs de fondation des supports de lignes très haute tension,
- la bande des 50 m de l'aqueduc de la Dhuis,
- 50 m des réservoirs de stockage d'eau potable ;

Ces repères devront figurer sur le plan annuel d'exploitation.

- transmettre, dans un délai maximal de 3 mois, les valeurs actualisées de S1, S2 et S3. Le cas échéant, il devra régulariser ces surfaces soit en engageant les travaux nécessaires de remise en état, soit en déposant une demande d'autorisation environnementale modifiant la remise en état de la carrière ;

- régulariser la remise en état de la carrière soit en engageant, dans un délai de 4 mois, les travaux de remise en état final des phases d'exploitation achevées, soit en déposant une nouvelle demande d'autorisation environnementale ;

- reboiser, dans un délai maximal de 8 mois, au pied du coteau au nord ouest de la carrière ou régulariser la situation dans le cadre du dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu en 2026.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Galeries souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 09/01/2025
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité des galeries souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société ETEX devra, dans un délai de 1 mois, renforcer le suivi de l'évolution des fissures du carrefour Poitou 29 H en marquant la limite de leur extension à la peinture ou en posant des scellements de plâtre.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que le géotechnicien WSP - BG a effectué une visite d'inspection des galeries souterraines le 06 mars 2025.  La société RTS a réalisé des travaux de sécurisation et de confortement (boulonnage et grillage) dans les carrefours 29 H et 29 E et des travaux de purge dans les rangées L, M et S du quartier Poitou.  L'exploitant précise que le géotechnicien WSP - BG doit intervenir en début de l'année 2026 pour faire un bilan des travaux de sécurisation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE devra transmettre, dès réception, le rapport de contrôle du géotechnicien WSP-BG, prévu début 2026 et présenter, le cas échéant, un échéancier des travaux nécessaires pour lever les observations du bureau d'étude WSP-BG. L'exploitant devra justifier s'il ne donne pas suite aux recommandations formulées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Surveillance des secteurs souterrains

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 09/01/2025
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité des galeries souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société ETEX devra indiquer, dans un délai de 1 mois, les suites données à la recommandation de BG dans son rapport du 11 décembre 2023 visant à marquer la périphérie des piliers avec un trait de peinture afin d'identifier plus facilement les chutes récentes. Il devra également faire le point avec BG sur la présence potentielle d'écailles au niveau des piliers 29-M et 33-M.  Surveillance des plaques au toit potentiellement instables identifiées au niveau de la galerie d'accès à la fosse à ciel ouvert ; lorsque la dalle montrera un début de décollement au toit, une purge devra être réalisée sur 20-30 cm.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué avoir marqué à la peinture certains piliers du quartier des Mazarins lors de la visite du 11 juillet 2025.

L'exploitant a réalisé la purge du pilier 29M et la société RTS a effectué la purge des rangés L, M et S dans le quartier de Poitou.

L'exploitant indique qu'il n'y a pas de signe de décollement au toit au niveau de la galerie d'accès à la fosse.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Remblayage de la carrière**

**Référence réglementaire :** Lettre du 09/01/2025

**Thème(s) :** Risques accidentels, Procédure de remblayage

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant devra mettre en place, dans un délai de 3 mois, une procédure décrivant les étapes de remblayage de la carrière en se basant sur les recommandations formulées dans le rapport du 30 avril 2020 du géotechnicien BG relatif à la stabilité des futurs remblais. Cette procédure précisera notamment le dimensionnement des gradins des remblais (pente, hauteur des gradins, largeur des risbermes), l'interdiction de placer des argiles vertes en pied de remblais, la méthode de compactage des remblais, le suivi des remblais lors de la phase des chantiers de remblayage et en dehors de ces périodes avec la mise en place d'un registre de suivi des visites des remblais, la fréquence de contrôle des remblais par un géotechnicien extérieur le cas échéant. L'exploitant devra justifier la non prise en compte de certaines recommandations formulées dans le rapport du 30 avril 2020 susmentionné.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas mis en place la procédure décrivant les étapes de remblayage de la carrière sur la base des recommandations formulées dans le rapport du 30 avril 2020 du géotechnicien BG relatif à la stabilité des futurs remblais.

Toutefois, l'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé de travaux de découverte depuis 3 ans et qu'il n'envisage pas d'en effectuer avant 2027. L'usine de production de plâtre est principalement alimentée par le gypse provenant de la carrière des Mazarins - Bois le Comte, exploitée par la société PLACOPLATRE. Cet échange commercial est prévu dans le cadre du contrat de forage.

Le géotechnicien BG réalise un contrôle annuel des remblais.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra mettre en place, dans un délai de 3 mois, une procédure décrivant les étapes de



remblayage de la carrière en se basant sur les recommandations formulées dans le rapport du 30 avril 2020 du géotechnicien BG relatif à la stabilité des futurs remblais. Cette procédure précisera notamment le dimensionnement des gradins des remblais (pente, hauteur des gradins, largeur des risbermes), l'interdiction de placer des argiles vertes en pied de remblais, la méthode de compactage des remblais, le suivi des remblais lors de la phase des chantiers de remblayage et en dehors de ces périodes avec la mise en place d'un registre de suivi des visites des remblais, la fréquence de contrôle des remblais par un géotechnicien extérieur le cas échéant. L'exploitant devra justifier s'il ne donne pas suite à certaines recommandations formulées dans le rapport du 30 avril 2020 susmentionné.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Front d'exploitation

**Référence réglementaire :** Lettre du 09/01/2025

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stabilité des fronts

**Prescription contrôlée :**

La société ETEX devra évaluer la stabilité du talus de découverte au sud de la carrière au regard du non respect de la hauteur maximale du 1<sup>er</sup> gradin fixée à 5 m et de l'apparition de loupes de glissement, et proposer des actions correctives.

**Constats :**

L'exploitant indique que le glissement est stoppé au niveau du plateau du gypse de 1<sup>ère</sup> masse, sécurisé par un merlon.

Le talus de la découverte ne pourra être repris que lors de la prochaine campagne de découverte. L'exploitant indique qu'il n'y a pas d'activité sous le glissement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit assurer la surveillance du talus de découverte (loupe de glissement) au sud de la carrière et mettre en place des mesures de sécurisation le cas échéant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 jour

#### N° 5 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Lettre du 09/01/2025

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle

**Prescription contrôlée :**

La société ETEX devra transmettre le rapport de contrôle de 2024 des installations électriques dans un délai maximal de 3 mois, et engager, le cas échéant, les actions correctives nécessaires

pour lever les observations.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas transmis le rapport de contrôle de 2024 des installations électriques. Toutefois, il a présenté celui du contrôle du 07 avril 2025, qui fait apparaître 8 anomalies. L'exploitant indique avoir engagé des actions correctives. Un disjoncteur doit être changé. Ce dernier a été commandé et reçu. Il doit être mis en place lors de l'arrêt technique prévu durant les vacances de Noël.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Bornage**

**Référence réglementaire :** Lettre du 09/01/2025

**Thème(s) :** Risques accidentels, Délimitation des zones non exploitables

**Prescription contrôlée :**

La société ETEX devra délimiter les zones non exploitables par des bornes ou repères fixes, visibles jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation. Les zones à délimiter correspondent notamment à celles mentionnées l'article III-18 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 017 du 23 avril 2008 :

- la bande des 10 mètres à partir des limites du périmètre d'autorisation ;
- la bande des 15 m le long de l'axe des canalisations enterrées de transport de gaz,
- la bande des 30 m des massifs de fondation des supports de lignes très haute tension,
- la bande des 50 m de l'aqueduc de la Dhuis,
- 50 m des réservoirs de stockage d'eau potable.

Ces repères devront figurer sur le plan d'exploitation.

**Constats :**

L'exploitant a réalisé le bornage du périmètre de l'autorisation d'exploiter mais n'a pas délimité les zones non exploitables suivantes :

- la bande des 15 m le long de l'axe des canalisations enterrées de transport de gaz,
- la bande des 30 m des massifs de fondation des supports de lignes très haute tension,
- la bande des 50 m de l'aqueduc de la Dhuis,
- 50 m des réservoirs de stockage d'eau potable.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE devra délimiter, dans un délai maximal de 3 mois, les zones non exploitables par des bornes ou repères fixes, qui devront rester visibles jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation. Les zones à délimiter correspondent notamment à celles mentionnées l'article III-18 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 017 du 23 avril 2008 :

- la bande des 15 m le long de l'axe des canalisations enterrées de transport de gaz,
- la bande des 30 m des massifs de fondation des supports de lignes très haute tension,
- la bande des 50 m de l'aqueduc de la Dhuis,
- 50 m des réservoirs de stockage d'eau potable.

Ces repères devront figurer sur le plan d'exploitation.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 09/01/2025
<b>Thème(s) :</b> Autre, S1 max, S2 max et S3 max
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société ETEX devra régulariser, dans un délai de 4 mois, les surfaces S1, S2 et S3 soit en engageant les travaux nécessaires de remise en état, soit en déposant une demande d'autorisation environnementale modifiant la remise en état de la carrière.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant n'a pas transmis les valeurs actualisées de S1 (surfaces des infrastructures et des zones défrichées), S2 (surfaces des zones en chantiers : découvertes et en exploitation) et de S3 (surface résultant du produit du linéaire du front et de la hauteur du front).</p> <p>L'exploitation a peu évolué depuis l'inspection de 2024. Ces valeurs ne respectent probablement pas les valeurs associées au phasage actuel d'exploitation.</p> <p>L'exploitant explique qu'il déposera en 2026 un dossier de demande d'autorisation environnementale visant à modifier la remise en état de la carrière, ce qui permettra de régulariser les valeurs de S1, S2 et S3.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>La société ETEX devra transmettre, dans un délai maximal de 3 mois, les valeurs actualisées de S1, S2 et S3. Le cas échéant, il devra régulariser ces surfaces soit en engageant les travaux nécessaires de remise en état, soit en déposant une demande d'autorisation environnementale modifiant la remise en état de la carrière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Limitation d'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 09/01/2025
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôtures
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société ETEX devra réparer, dans un délai maximal de 3 mois, la clôture, réaliser un contrôle a minima semestriel de la clôture et consigner ses observations dans un registre de suivi.</p>

**Constats :**

La clôture a été refaite avec une tranchée devant pour empêcher le passage de motos et quads.

L'exploitant a contrôlé au mois d'août 2025 les clôtures mises en place pour empêcher l'accès à la carrière.

L'exploitant a présenté le registre du contrôle des clôtures.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Incendie et explosions**

**Référence réglementaire :** Lettre du 09/01/2025

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle des moyens d'extinction d'incendie

**Prescription contrôlée :**

La société ETEX devra transmettre, dans un délai maximal de 3 mois, les rapports de contrôle de 2024 des équipements de lutte contre un incendie.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport d'intervention de la société Triangle Incendie suite à son passage du 13 novembre 2024.

Cette société doit à nouveau intervenir d'ici la fin de l'année.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Remise en état du site**

**Référence réglementaire :** Lettre du 09/01/2025

**Thème(s) :** Autre, Phasage de remise en état

**Prescription contrôlée :**

La société ETEX devra régulariser la remise en état de la carrière soit en engageant, dans un délai de 4 mois, les travaux de remise en état final des phases d'exploitation achevées, soit en déposant une nouvelle demande d'autorisation environnementale.

**Constats :**

L'exploitant indique qu'il déposera le dossier de demande d'autorisation environnementale pour la modification de la remise en état de la carrière au cours du 2nd semestre 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société ETEX devra régulariser la remise en état de la carrière soit en engageant, dans un délai de 4 mois, les travaux de remise en état final des phases d'exploitation achevées, soit en déposant une nouvelle demande d'autorisation environnementale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 8 mois

**N° 11 : Intégration dans le paysage**

**Référence réglementaire :** Lettre du 09/01/2025

**Thème(s) :** Autre, Boisement

**Prescription contrôlée :**

La société ETEX devra, dans un délai maximal de 6 mois, reboiser au pied du coteau à la limite ouest et au nord du périmètre de la carrière.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas reboisé le secteur au nord-ouest de la carrière. Il indique qu'il envisage une extension de la carrière vers l'Ouest, ce qui impliquera le défrichement de la zone boisée. Ce projet pourrait être intégré dans le dossier de demande d'autorisation environnementale devant être déposé en 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société ETEX devra, dans un délai maximal de 8 mois, reboiser au pied du coteau au nord-ouest de la carrière ou régulariser la situation dans le cadre du dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu en 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 8 mois